

Charte nationale de l'accessibilité



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



ministère
de l'Équipement
des Transports
du Logement
du Tourisme et
de la Mer

Préambule

Les enjeux de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite

Une bonne accessibilité conditionne l'insertion éducative, professionnelle et sociale. Elle est le gage d'une qualité de vie et d'une qualité de service pour tous.

En 2003, un Européen sur dix est handicapé (soit 37 millions de personnes).

En matière d'accessibilité la population concernée dépasse largement les seules personnes handicapées.

La définition interministérielle adoptée en fin d'année 2000¹, précise que « l'accessibilité au cadre bâti, à l'environnement, à la voirie et aux transports publics ou privés, permet leur usage sans dépendance par toute personne qui, à un moment ou à un autre, éprouve une gêne du fait d'une incapacité permanente (handicap sensoriel, moteur ou cognitif, vieillissement...) ou temporaire (grossesse, accident...) ou bien encore de circonstances extérieures (accompagnement d'enfants en bas âge, poussettes...) ».

Dans le domaine du transport public, le Parlement européen² définit les passagers à mobilité réduite comme « toutes les personnes ayant des difficultés pour utiliser les transports publics, telles que, par exemple, personnes handicapées (y compris les personnes souffrant de handicaps sensoriels et intellectuels et les personnes en fauteuil roulant), personnes handicapées des membres, personnes de petite taille, personnes âgées, femmes enceintes, personnes ayant un caddie et personnes avec enfants (y compris enfants en poussette) ».

¹ Ministères de : Emploi et Solidarité / Équipement, Transport et Logement / Éducation nationale / Jeunesse et Sports / Fonction publique / Réforme de l'État et Décentralisation / Culture

² Dans sa résolution législative du 14 février 2001, sur la position commune du Conseil en vue de l'adoption de la directive concernant les dispositions particulières applicables aux véhicules de transport collectif

Charte nationale de l'accessibilité

Ce document énonce les grands principes essentiels à la réalisation d'une véritable accessibilité pour tous. Son ambition est de définir les concepts à appliquer par l'ensemble des acteurs pour rendre la cité, les transports et le cadre bâti faciles d'utilisation pour tous les citoyens. Cette charte cadre peut se décliner selon des thématiques diverses telle que par exemple la charte « Commune – handicap » qui propose aux municipalités de manifester leur engagement à donner à la personne handicapée sa place dans la cité.

Les principes fondateurs d'une bonne accessibilité

Il est nécessaire de traiter tout ce qui fait le cadre de vie en portant une attention particulière aux besoins des personnes à mobilité réduite.

L'approche de l'accessibilité doit s'appuyer sur les modes de vie des personnes. Elle résulte d'une logique globale de traitement du logement, de la voirie, des espaces publics, des transports, des équipements recevant du public.

Une véritable accessibilité s'obtient par un ensemble de mesures mises en place en vue de permettre à tous, sans entrave, d'étudier, de travailler, de rencontrer les autres, d'exercer les actes quotidiens d'une vie en société.

La ville dans toutes ses composantes –la voirie, les espaces publics, le cadre bâti, les transports– est adaptée et permet un usage autonome et aisé des équipements et de l'espace.

L'accessibilité consiste à donner les possibilités de faire, elle doit être complétée et valorisée par une information de qualité.

Les signataires s'engagent...

Article 1 : à garantir l'accessibilité des nouveaux aménagements et la continuité de la chaîne du déplacement

Toute réflexion intègre la notion de chaîne du déplacement incluant le cadre bâti, la voirie et les transports. Chacun des maillons de cette chaîne ainsi que les interfaces entre ces différents maillons, sont accessibles et garantissent une accessibilité cohérente et sans rupture.

Les aménagements en cours de réalisation sont conçus accessibles pour tous sans créer d'effet discriminant et en évitant les mesures spécifiques. Les équipements et cheminements aménagés sont ceux utilisés par l'ensemble des usagers.

Article 2 : à programmer une amélioration de l'ensemble du patrimoine

La réalisation de l'accessibilité ne se limite pas aux équipements neufs ou rénovés. Un regard global est porté sur la cité, les transports, la voirie, les logements et le patrimoine de façon à effectuer un état des lieux, de programmer une mise en accessibilité progressive et de définir un plan d'ensemble assurant une cohérence.

Article 3 : à organiser une concertation

Une concertation continue est conduite avec tous les acteurs : les élus, les aménageurs, les professionnels et naturellement les personnes handicapées ou leur(s) représentant(s).

Cette concertation débute dès les premières réflexions concernant un projet, se prolonge tout le long de la réalisation de l'aménagement et, au-delà, durant toute la période d'exploitation.

Article 4 : à conditionner aide publique ou financement au résultat d'accessibilité

Aucune aide publique ou aucun financement n'est accordé pour des projets collectifs ne respectant pas strictement les exigences de l'accessibilité.

Des mesures particulières et compensatoires doivent être envisagées s'il y a impossibilité technique avérée de réaliser une véritable accessibilité en autonomie, notamment quant aux infrastructures existantes.

Article 5 : à assurer la qualité d'usage en fin de réalisation

La réglementation constitue un minimum contrôlé par les autorités compétentes.

Au-delà du cadre réglementaire, les choix d'aménagement font l'objet d'un auto-contrôle tout au long du processus de conception, de réalisation et d'exploitation au regard de la qualité d'usage. Le suivi de la maintenance des équipements mis en place fera l'objet d'une attention particulière.

Article 6 : à permettre l'accompagnement humain

Une aide adaptée est apportée aux personnes qui en ont besoin par un personnel formé.

Article 7 : à mettre en place une information de qualité

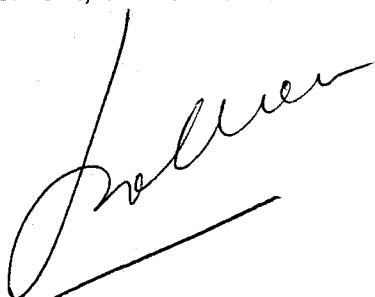
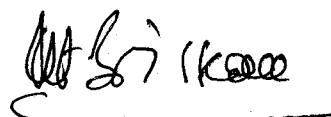
Faire mais également faire savoir : une information fiable, adaptée, facilement disponible et actualisée sur l'état de l'accessibilité est mise à disposition du public et des acteurs concernés.

L'information sur les supports électroniques et audiovisuels est conçue en respectant les règles d'une bonne accessibilité. Elle fait l'objet de vérification et de maintenance.

Fait à Paris, le 2 décembre 2003

Gilles de Robien, ministre de
l'Équipement, des Transports, du
Logement, du Tourisme et de la Mer

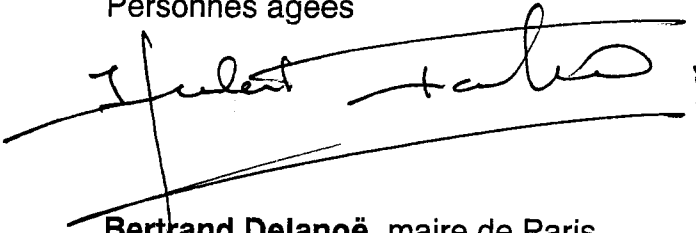
Marie-Thérèse Boisseau, secrétaire
d'État aux Personnes handicapées

Dominique Bussereau, secrétaire
d'État aux Transports et la Mer



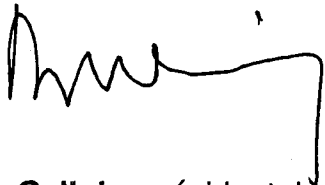
Hubert Falco, secrétaire d'État aux
Personnes âgées



Bertrand Delanoë, maire de Paris



Bertrand Landrieu, président du
Syndicat des transports d'Ile-de-France



Louis Gallois, président de la SNCF



Anne-Marie Idrac, présidente de la
RATP



Philippe Mellier, président du secteur
transport de la société Alstom

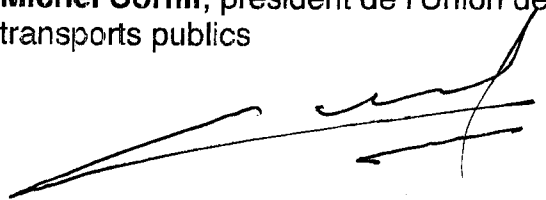
PO



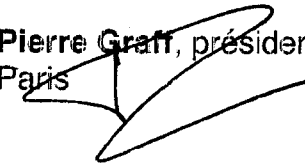
Michel Destot, président du
Groupement des autorités responsables
de transport



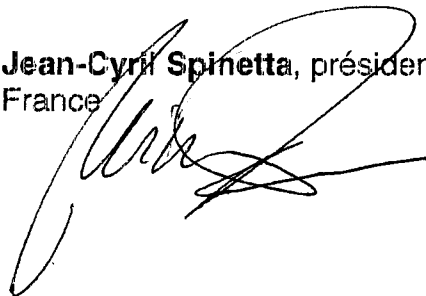
Michel Cornil, président de l'Union des
transports publics



Pierre Graf, président de Aéroports de
Paris



Jean-Cyril Spinetta, président d'Air
France



Fait à Paris le 17 juin 2004

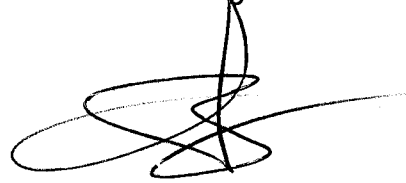
Jean François LAMOUR

Ministre de la Jeunesse, des Sports et
de la Vie Associative



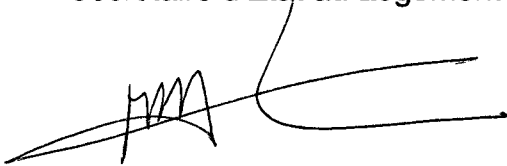
Léon BERTRAND

Ministre Délégué au Tourisme



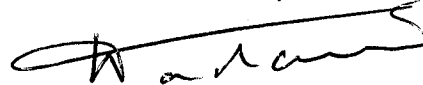
Marc-Philippe DAUBRESSE

Secrétaire d'Etat au Logement



Maud TALLET

Association des Maires de France
Présidente
de la Commission cohésion
sociale
Maire de Champs sur Marne



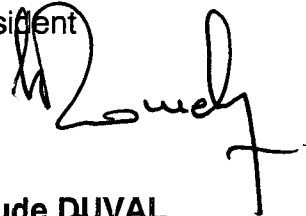
Caroline CAYEUX

Maire de Beauvais



François ROUSSELY

EDF
Président



Véronique SIMMLER

Société Jean-Claude DECAUX
Directrice administrative

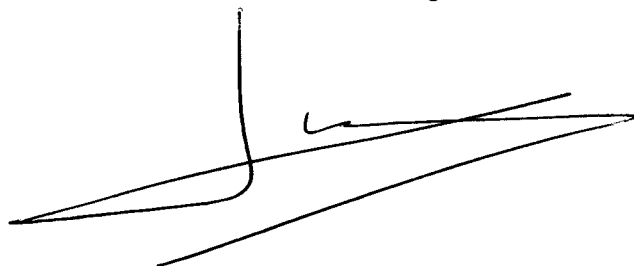


Claude DUVAL

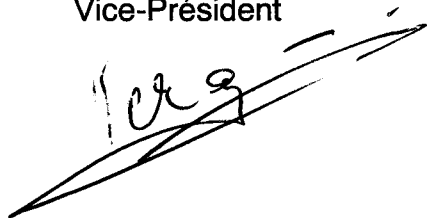
Clear CHANNEL France
Directeur Général



Pascal SIMONIN
Stade de France
Directeur Général Délégué

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized representation of the name 'Pascal Simonin'.

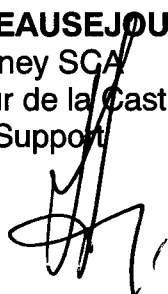
Robert VERGNES
Clévacances France
Vice-Président



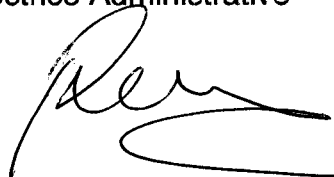
Jean-François GIRAULT
Confédération des Professionnels
Indépendants
Président



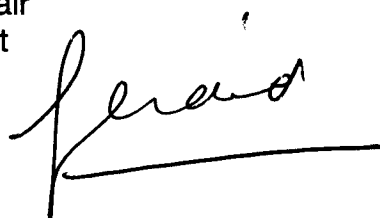
Alain BEAUSEJOUR
EuroDisney SCA
Directeur de la Castmember
Quality Support



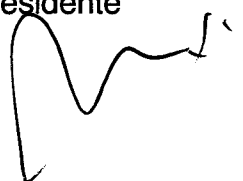
Fabienne PIONNEAU
Fédération Française de Camping et
Caravaning
Directrice Administrative



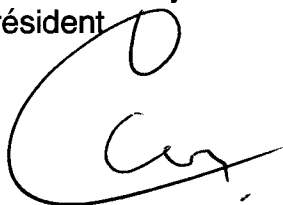
Guyhem FERAUD
Fédération Nationale de l'hôtellerie
de plein air
Président



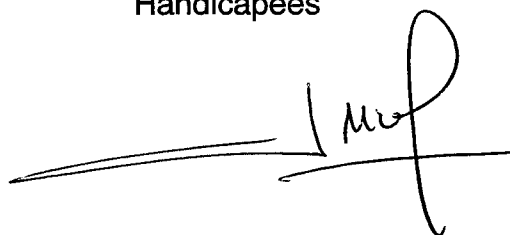
Jacqueline ROUX
Fédération Nationale des Résidences
des Logis de France
Présidente



Jean-Claude LANDRE
Fédération Nationale des Offices de
Tourisme et Syndicats d'Initiative
Président



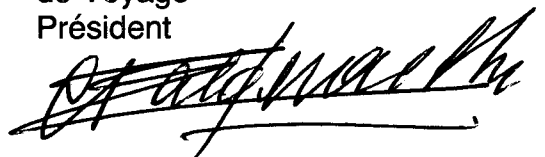
Philippe JONVEL
Futuroscope
Chargé de mission en charge de
l'Accessibilité des Personnes
Handicapées



Philippe VALLETTE
NAUSICAA
Directeur Général

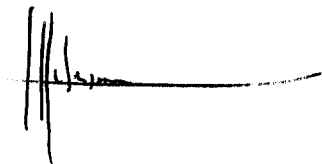


César BALDERACCHI
Syndicat National des Agences
de Voyage
Président



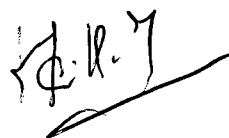
Sophie HUBERSON

Syndicat National des Espaces de
Loisirs, d'Attractions et Culturelles
Secrétaire Générale



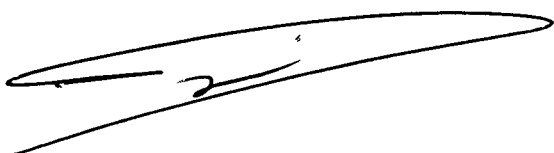
Jean GAILLARD

Syndicat National des Résidences de
Tourisme et de l'Hébergement
Saisonnier
Président



André DAGUIN

Union des Métiers et Industries de
l'Hôtellerie
Président



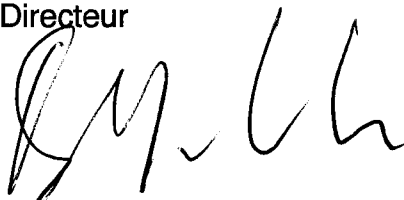
Sylvie HENRY

Union Nationale des Propriétaires
Gestionnaires des Terrains de
Camping et Parcs Résidentiels de
Loisirs
Présidente



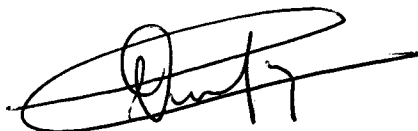
Bertrand DELCAMBRE

Centre Scientifique et Technique du
Bâtiment
Directeur



Claude DUFOUR

Syndicat National des Architectes
Agrées et Maîtres d'Oeuvre en
Bâtiment
Président National



Christian BARBE

Chambre Nationale des Architectes
Agrées, Maître d'œuvre, Métreurs,
Experts
Président



Jean LARDIN

Confédération de l'Artisanat et des
Petites Entreprises du Bâtiment
Président

